

Conférence de l'IEPF : les agricultures africaines faces aux changements climatiques

Le lundi 7 décembre, au musée Kunsthal Charlottenbourg de Copenhague, le professeur Marc DUFUMIER a donné une conférence ayant pour titre « Les agricultures africaines face aux changements climatiques », organisée par l'IEPF en partenariat avec l'AUF, l'Ambassade de France au Danemark et Air France. Monsieur Paul VERMANDE, professeur émérite et membre de du Réseau « Environnement et le développement durable et solidaire » de l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF), et Monsieur Sibi Bonfils de l'IEPF, ont ouvert la conférence.

Le professeur DUFUMIER est spécialiste des questions agro-économiques à l'Université AgroParisTech. Il a réalisé des missions dans plus que 40 différents pays, principalement dans l'espace francophone, et est l'auteur de plusieurs livres, dont l'un des plus récents s'intitule « Agricultures africaines et marché mondiale ».

M. DUFUMIER a débuté la conférence en rappelant que la production céréalière en Afrique ne dépasse pas 200 kg par habitant et par an, même si un minimum 300 kg serait nécessaire pour subvenir aux besoins alimentaires de la population. Il y a donc dépendance extérieure, qui se répercute aussi à l'égard des prix internationaux des céréales : les prix ont récemment connu une extrême montée et sont en général très volatils. Cette dépendance peut être très dangereuse : 35% de la population mondiale est sous-alimentée malgré le fait que l'on dispose de 300 kg de nourriture par personne et par an au niveau global. La pauvreté est souvent le facteur à l'origine de la faim. Paradoxalement, $\frac{3}{4}$ des gens souffrant de sous-alimentation sont agriculteurs. Selon M. DUFUMIER, pour sortir d'une telle situation, les agriculteurs ont plusieurs options. Ils pourraient produire d'autres produits créant suffisamment des revenus pour acheter les produits alimentaires sur les marchés internationaux ou simplement produire plus pour eux-mêmes et moins pour l'exportation. Souvent, ils migrent vers les dernières forêts primaires pour trouver de la terre plus fertile, ce qui aggrave la déforestation et la dégradation des forêts en Afrique.

À ce titre, M. DUFUMIER a insisté sur le fait que les solutions techniques existent mais que le capital n'est toutefois pas suffisamment injecté dans le secteur agricole, sauf pour le cas de l'agriculture intensive. Il faudrait donc réhabiliter et favoriser l'agriculture paysanne; envisager des réformes agraires en Afrique australe, donc une répartition plus égalitaire des ressources; sécuriser l'accès au foncier et à l'eau; opter pour une gestion concertée des biens communs (eau, pâturage etc.); augmenter la recherche agronomique (agro-écologique) en accompagnement des agriculteurs; et revoir les politiques des droits de douanes aux importations afin de protéger l'agriculture africaine, ce qui est à l'opposition du libre-échange (cela signifierait notamment de ne pas signer les APE). Une Organisation Mondiale de l'Environnement en lien avec l'OMC serait envisageable à long terme.

La situation alimentaire en Afrique risque de s'aggraver par les conséquences négatives du réchauffement climatique. Bien que seulement 25% des émissions de GES de 1960-2004 furent émises en Afrique, le continent sera confronté à une majorité d'effets négatifs.

M. DUFUMIER a souligné qu'il n'y pas de solution standard pour les agriculteurs africains à cause d'une très grande diversité de systèmes agraires qui varient selon la géographie, la densité démographique, la taille des exploitations agricoles et le style de vie des agriculteurs. Par exemple, la technique de l'abattis-brûlis, une pratique agricole souvent employée mais dangereuse et sans grands effets agronomiques positifs, doit être éradiquée au profit de techniques utilisant les cycles courts de l'azote et du carbone.

M. DUFUMIER a démontré que le lien entre le réchauffement climatique et les pratiques agricoles n'est pas encore suffisamment étudié. Selon lui, les enjeux pour le développement des agriculteurs africains sont 1. de nourrir correctement une population croissante, 2. d'adapter l'agriculture aux changements climatiques, 3. d'atténuer les émissions de GES, 4. de fixer du carbone dans la biomasse et dans les sols, 5. faire un usage intensif des ressources naturelles renouvelables, 6. limiter l'usage des intrants coûteux en énergie fossile et 7. d'assurer du travail productif et rémunérateur dans le milieu. Marc Dufumier pense qu'une révolution verte serait envisageable en Afrique.

Une période de question à suivi la conférence, dans laquelle les participants se sont

attarder sur les actions à mener sur l'adaptation de l'agriculture face aux changements climatiques. La soirée s'est conclue avec la visite de l'exposition « Terre Natale » dans la galerie d'art du Kunsthall Charlottenbourg et un cocktail dînatoire.

Nina Treu, IDDRI, pour l'IEPF